

## **David Hopkins**

La diversité ethnique en Birmanie comprend plus de 100 différents groupes ethniques. Les Birmans eux-mêmes sont estimés à 68% des 50 millions d'habitants. Le pays est divisé en sept divisions dominées par les Birmans et sept Etat ethniques. Le gouvernement birman reconnaît ces derniers comme des peuples indigènes appelés « nationalités ethniques ». Cela englobe les Shan, Karen, Rakhin, Karenni, Chin, Kachin et Mon. Cependant il existe beaucoup plus de groupes ethniques qui sont considérés comme des peuples indigènes ou se voient comme tels les Akha, Lisu, Lahu, Mru et bien d'autres.

La Birmanie a été dirigée par une succession de régimes militaires dominés par les Birmans, depuis que le gouvernement populaire élu a été renversé en 1962. Ces régimes ont justifié leur domination, caractérisé par l'oppression des minorités ethniques, en affirmant que l'armée est la seule institution qui puisse empêcher la Birmanie de se désintégrer à cause de ses fractures ethniques.

Après des dizaines de conflits armés, les militaires ont négocié une série de cessez-le-feu au début des années 1990. Alors que ces accords eurent pour conséquence l'établissement de régions possédant un certain degré d'autonomie administrative, ils ont aussi permis au régime militaire d'étendre progressivement sa présence et de bénéficier de l'exploitation non surveillée des ressources naturelles dans les régions ethniques.

En novembre 2010, le parti de l'Union Solidaire et du Parti du Développement (USPD) a gagné avec une écrasante majorité les premières élections générales tenues depuis 20 ans. Les Nations Unies ont déclaré que le processus électoral n'avait pas respecté les normes internationales. Trois mois plus tard, le Parlement, dominé par le USPD, installait le Général Thein Sein – le Premier ministre du précédent régime militaire et architecte de la très critiquée Constitution de 2008 – comme Président de Birmanie. Thein Sein et sa déclarée administration civile ont fait quelques pas positifs vers les réformes. Thein Sein a relâché des centaines de prisonniers politiques et la pression sur les médias, il a fait quelques pas pour libéraliser l'économie et engagé des pourparlers de cessez-le-feu avec les groupes ethniques en armes. Cependant beaucoup de domaines critiques n'ont reçu aucune attention, comme celui des violations des droits de l'homme dans les régions des nationalités ethniques, des réformes institutionnelles et de la persécution des musulmans Rohingya dans l'Etat de l'Arakan.

La Birmanie a voté en faveur de la déclaration des Nations Unies sur le Droit des Peuples autochtones, adopté par l'Assemblée générale en 2007, mais n'a pas ratifié la Convention 169 de l'OIT.

## **Une autre année de conflit armé dans l'Etat Kachin**

Le conflit armé entre Tatmadaw (l'armée birmane) et l'Armée Indépendante Kachin (AIK), qui a démarré en juin 2011, s'est poursuivi dans l'Etat Kachin et le Nord de l'Etat Shan toute l'année 2013. En janvier, Tatmadaw a poursuivi son offensive soutenue sur les forces de l'AIK à Lajayang et Laiza dans le district de Momauk, Etat Kachin. L'offensive, qui a commencé à la fin décembre 2012 (voir *Le Monde Autochtone* 2013), a marqué une escalade importante dans le conflit, avec Tatmadaw lançant de nombreux raids aériens sur les positions de l'AIK, soutenu par l'utilisation de l'artillerie, des

mortiers et des roquettes.

1. En réponse à la montée de l'inquiétude internationale, le gouvernement a sans cesse défendu son action militaire comme étant de « l'autodéfense ».
2. Dans l'année, les combats entre Tatmadaw et l'IAK ont été rapportés dans neuf districts de l'Etat Kachin et dans au moins six dans le Nord de l'Etat Shan. Les troupes de Tatmadaw se sont aussi heurtées fréquemment avec l'Armée de Libération Nationale Ta'ang (ALNT), un allié de l'IAK dans le Nord de l'Etat Shan. Il y eut de nombreux rapports sur les violations des droits de l'homme de la part de Tatmadaw durant les opérations militaires contre l'IAK, incluant la mort d'au moins 11 civils, arrêtés arbitrairement, des viols, la torture, le travail forcé et l'utilisation de boucliers humains.
3. Les combats ont laissé environ 100.000 personnes déplacées dans l'Etat Kachin et dans le Nord de l'Etat Shan. Le gouvernement continue à réduire l'accès à l'aide humanitaire pour les Personnes internes déplacées (PIDs) dans les zones tenues par l'IAK. En 2013 le gouvernement a autorisé l'accès dans ces zones aux agences humanitaires à trois occasions seulement. Ces livraisons d'une aide à court terme n'ont atteint qu'environ 25% des 53.000 PIDs enregistrées dans la zone tenue par l'IAK. En dépit de quatre sessions de pourparlers officiels entre les officiels du gouvernement et les représentants de l'Organisation Indépendante Kachin (OIK) en 2013, aucun cessez-le-feu n'a pu être conclu. Le 30 mai, les deux parties ont signé un accord par lequel ils s'engagent à travailler pour un arrêt des hostilités. Cependant, le combat a continué de façon toujours intense le mois suivant.
4. Un accord similaire signé entre le gouvernement et l'OIK le 10 octobre n'a pas suffi à arrêter les combats. Du 15 au 30 octobre, les troupes de Tatmadaw ont attaqué les positions de l'IAK dans le district de Mansi, le Sud de l'Etat Shan et dans les districts de Mabein, Kyaukme, Kutkai dans le Nord de l'Etat Shan. Les actuelles attaques et déploiements de troupes de Tatmadaw continuent à éroder la confiance des deux parties et mettent en question la sincérité des ouvertures de paix du gouvernement.

### **Les accords de paix restent peu convaincants**

Les accords de paix signés entre le gouvernement birman et les différents groupes ethniques armés restent fragiles en 2013 et n'ont pas réussi à juguler les attaques de Tatmadaw et la militarisation dans les zones ethniques. Au cours de l'année, Tatmadaw est entré en conflit avec cinq groupes ethniques armés – l'Armée Sud de l'Etat Shan (ASES), l'Armée Nord de l'Etat Shan (ANRS), le Parti du Nouvel Etat Mon (PNEM), la Bienfaisante Armée Démocratique Karen (BADK), cinquième Brigade et l'Armée Nationale de Libération Karen (ANLK) – en dépit d'accords de paix signés entre chaque groupe et le gouvernement.

Concernant les combats en cours, la rhétorique officielle à propos du processus de paix semble diverger de la réalité du terrain. En mars, au cours de la conférence de presse avec le Président autrichien Heinz Fischer à Vienne, le Président Thein Shein affirma « qu'il n'y avait nulle part de combats dans le pays ».

5. Le jour suivant, Tatmadaw lançait des attaques aériennes sur les positions de l'IAK près de Pangwa dans le district de Chipwi, Etat Kachin.

6. En décembre, en dépit du fait que le gouvernement n'avait pas encore passé d'accords de cessez-le-feu avec l'OIK et l'ANLT, le ministre Aung Min du bureau du Président annonçait des plans pour une cérémonie de signature de cessez-le-feu national en octobre.

7. Le gouvernement semblait décidé à conclure un accord national avant la fin de l'année dans l'espoir de valider ses positions réformistes et encourager plus d'investissements étrangers. La proposition a été rapidement rejetée par le Conseil Fédéral des Nations Unies (CFNU), une coalition de 11 groupes ethniques armés, au motif que le gouvernement n'a pas répondu aux principales demandes, incluant une fin des offensives militaires et l'engagement d'un dialogue politique signifiant avec tous les groupes ethniques armés.

Le gouvernement a continué de pousser à la signature d'un cessez-le-feu pour toute la nation avant l'établissement d'un dialogue politique. Cependant la majorité des groupes ethniques armés sont réticents de s'engager dans un cessez-le-feu national alors que d'importants problèmes demeurent comme l'actuelle militarisation, les conflits et que les questions à propos d'un véritable fédéralisme n'ont pas reçu de réponse. En novembre, une délégation gouvernementale dirigée par le ministre du bureau du Président Aung Min a rencontré les 17 groupes ethniques armés à Myitkyina, Etat Kachin, où les deux parties ont échangé des propositions d'un cessez-le-feu national. Cependant, les pourparlers ont été bloqués par la question de la volonté du gouvernement de désarmer les groupes ethniques armés et par le refus du gouvernement d'accéder à leurs demandes pour une armée fédérale.

### **La persécution dirigée par l'Etat des musulmans Rohingya se poursuit**

8. La situation des musulmans Rohingyas dans l'Etat de l'Arakan reste menaçante en 2013, à la suite des violences mortelles entre bouddhistes rakhine et les communautés rohingyas en 2012 (voir *Le Monde Autochtone* 2013). On estime à 140.000 personnes, dont une grande majorité de Rohingyas, le nombre de déplacés dans l'Etat de l'Arakan. Les PIDs Rohingyas continuent de faire face à des restrictions sur leur liberté de mouvement, l'accès à l'emploi, la santé et l'éducation. Les travailleurs sociaux condamnent les sévères conditions évidentes dans les camps des PIDs Rohingyas. En avril le Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés a vivement conseillé aux autorités birmanes de répondre immédiatement aux besoins d'abris, d'eau et de sanitaires dans les camps de PIDs pour éviter une potentielle « catastrophe humanitaire ».

9. Les forces de sécurités du gouvernement continuent de commettre des abus contre les Rohingyas, incluant des meurtres extrajudiciaires, des viols, des tortures et des arrestations arbitraires. De juin à août, les forces de sécurité ont tiré et tué un total de sept Rohingyas PIDs dans trois incidents séparés. En août, le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme, Tomás Ojea Quintana, a remis une déclaration mettant en lumière les nombreux problèmes sur la situation des Rohingyas dans l'Etat de l'Arakan, incluant l'usage excessif de la force par les éléments de sécurité contre des Rohingyas PIDs, les détentions arbitraires et les sentences décidées à la suite de nombreux « vices de forme dans les jugements » pour les centaines de Rohingyas arrêtées à la suite des troubles en 2012.

10. En avril, la commission formée par le Président Thein Sein pour enquêter sur la violence dans l'Etat de l'Arakan en 2012 a rendu son rapport. Il est largement conforme à l'agenda anti-Rohingyas du gouvernement et n'a pu rendre qui que ce soit responsable des abus concernant les droits de l'homme commis durant les troubles. Le rapport

rejette l'identité des Rohingyas et se réfère à eux en tant que « Bengalis » - impliquant qu'ils étaient des immigrants illégaux du Bangladesh. Il dit également que la « rapide croissance de la population » parmi les musulmans de l'Etat de l'Arakan sape la coexistence pacifique. En conséquence de quoi, le rapport recommande de mettre en pratique des programmes de contrôle des naissances pour les musulmans, conseillant qu'une « séparation temporaire des deux communautés devrait continuer et appelle le gouvernement à doubler sa présence sécuritaire dans la région.

11. Le gouvernement birman continue à faire des déclarations et soutient les politiques qui alimentent la discrimination contre les communautés Rohingyas. En mai, dans un mouvement qui a fait écho à une des recommandations du rapport, les autorités dans l'Etat de l'Arakan ont ressuscité une vieille interdiction d'avoir plus de deux enfants pour les Rohingyas. Les hauts fonctionnaires du gouvernement ont aussi réitéré leur refus d'accepter l'identité rohingya et leur droit à la nationalité. En juillet le Président Thein Sein a refusé l'existence des Rohingyas en tant que groupe ethnique et a maintenu qu'il n'y avait pas de plan pour amender la Loi de Citoyenneté Birmane de 1982, pour laquelle la majorité des Rohingyas ne sont pas considérés comme des citoyens.

### **Les projets de développement renforcent les tensions dans les zones des nationalités ethniques**

12. L'impact social et environnemental négatif des grands projets de développement dans les zones des nationalités ethniques demeure un problème en 2013. En mars, environ 2000 PIDs Karen se sont réunis sur les rives de la rivière Salween dans le district de Papun, Etat Karen, pour demander que le gouvernement arrête les plans de constructions de six barrages sur la rivière.

Le déploiement des troupes de Tatmadaw sur les sites du projet, les efforts du gouvernement de protéger les intérêts des affaires et de sécuriser l'accès aux ressources naturelles ont augmenté les nouveaux risques de conflit avec les groupes ethniques armés.

En avril, le combat a éclaté entre la Force de la Garde Frontière (FGF) et la Brigade 5 du BADK après que la BGF ait ordonné au BADK de quitter la zone située près des projets de barrages hydrauliques dans l'Etat Karen. Les activistes ont appelé à la suspension des projets de barrages sur la rivière Salween jusqu'à la résolution du conflit dans les zones des nationalités ethniques.

13. D'autres grands projets d'infrastructures ont été reliés au développement du conflit en cours. En mai, dans le district de Namkham de l'Etat Shan, les troupes de Tatmadaw ont lancé une attaque sur une base de l'ASES située à un Km du double pipeline de gaz et de pétrole de Kyaukpyu-Kunming.

Le mois précédent, des centaines de résidents de l'île Madaya ont manifesté dans le district de Kyaukpyu, Etat de l'Arakan, contre le double pipeline et demandé au développeur du projet, China National Petroleum Corporation, de fournir une compensation adéquate pour la confiscation des terres, des salaires plus élevés pour les travailleurs locaux, un meilleur approvisionnement d'électricité et des routes dans la zone.

## Les réformes législatives encore en attente

14. Le Parlement birman a été convoqué pour trois sessions en 2013 mais n'a pu promulguer une législation répondant aux problèmes des nationalités ethniques. Des lois répressives comme la Unfawl Association Act, que les autorités ont continué d'utiliser cette année pour arrêter et poursuivre les nationalités ethniques pour leurs soi-disant liens à des groupes ethniques armés spécifiques, restent d'actualité. De plus, en mars, l'Assemblée nationale a rejeté par un vote de 88 contre 76, une proposition d'établir un Ministère des Affaires ethniques, introduit par le parlementaire de l'SPD Kyaw Din aka Htay Yei. Le ministre du bureau du Premier Ministre Soe Maung a rejeté la proposition au prétexte qu'elle n'était pas nécessaire et a maintenu que le gouvernement était déjà en train de subvenir aux besoins des groupes ethniques.

15. En 2013, la question de la réforme constitutionnelle a eu un élan. En juillet, le Parlement national birman a approuvé la formation d'un comité de 109 membres pour reconsidérer la Constitution de 2008. Le comité reflétait la constitution politique du Parlement et incluait 52 parlementaires de USPD et 25 parlementaires militaires nommés pour seulement 18 venus des partis politiques ethniques.

16. Les amendements à la Constitution qui assuraient le respect et la protection des droits des minorités nationales et un système décentralisé de gouvernance autorisant les Etats ethniques la gestion de leurs propres affaires étaient considérés comme cruciaux pour parachever une authentique réconciliation nationale. Le comité devait soumettre ses recommandations en janvier 2014.

### Notes and references

- 1 Reuters, Myanmar rebels say army ignoring president's ceasefire, 20 January 2013; Free Burma Rangers, FBR Report: Burma Army Attacks Against the Kachin Since Ceasefire Declared, 21 January 2013; Kachin News Group, Burma army uses cluster bombs to take key KIO position near Laiza, 26 January 2013.
- 2 Democratic Voice of Burma, Three killed, 6 injured in attacks on Kachin rebel base, 14 January 2013.
- 3 HRC, 22nd session, Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, Tomás Ojea Quintana, 6 March 2013, UN Doc A/HRC/22/58. Tatmadaw artillery fire killed five civilians in Kachin State in January alone – see Irrawaddy, Govt, KIO Agree to Meet, as Conflict Claims More Civilian Victims, 30 January 2013.
- 4 Associated Press, Myanmar rebel clashes continue despite agreement, 23 June 2013
- 5 Agence France-Presse, Myanmar leader urges EU to lift sanctions, 5 March 2013
- 6 Kachinland News, Burma govt and KIO to meet in China next week, as fighting and airstrikes continue, 6 March 2013.
- 7 Irrawaddy, Ethnic Leaders Say Nationwide Ceasefire Accord Unlikely in October, 9 September 2013.
- 8 Radio Free Asia, Myanmar Peace Talks Fail to Nail Down Cease-Fire Agreement, 5 November 2013.
- 9 UNHCR, As the monsoon approaches, fears rise for displaced in Myanmar's Rakhine state, 19 April 2013.
- 10 UNIC Yangon, Statement of the Special Rapporteur on the Situation of Human Rights in Myanmar, 21 Aug 13.
- 11 Associated Press, Myanmar government panel recommends family planning, security boost to stem sectarian clashes, 29 April 2013.
- 12 Democratic Voice of Burma, Thailand must suspend Salween River dams, warn activists, 16 October 2013.
- 13 Human Rights Watch, Burma: China-Led Oil, Gas Projects Spark Arrests, 11 May 2013.
- 14 Myanmar Times, Proposed ethnic affairs ministry voted down, 11 March 2013.
- 15 Karen News, Burma parliament votes against forming Ministry of Ethnic Affairs, 8 March 2013
- 16 Eleven Media Group, Myanmar's parliament approves committee to re-examine the Constitution, 27 July

**David Hopkins** est actuellement un chercheur attaché auprès de l'ALTSEAN-Birmanie basée à Bangkok.

Source : IWGIA Indigenous World 2014  
Traduction de l'anglais par **Jacques Ivanoff**  
Membre du réseau des experts du GITPA pour l'Asie